

CONSEIL de TOULOUSE METROPOLE du 17 octobre 2024

Intervention d'Odile Maurin

4.11 Soutien de Toulouse Métropole à la candidature du site de Golfech pour l'installation de deux EPR nouvelle génération - DEL-24-0823

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, chers collègues,

Monsieur le Président, chers collègues, donc, vous nous demandez de soutenir le projet de candidature de la centrale de Golfech pour l'accueil de deux EPR de nouvelle génération. Je ne vais moi non plus pas participer au vote et je vous explique pourquoi.

Selon le SMEAG (Syndicat mixte d'études et d'aménagement de la Garonne), la campagne 2022 restera dans l'histoire comme la plus sèche et la plus intense jamais rencontrée et ce n'est qu'un aperçu de ce qui nous attend dans 10 ou 20 ans. Quant à l'agence de l'eau Adour Garonne, elle a constaté une baisse de 30 à 40% du débit alimentant la Garonne. Et Explore 2 qui fournit des données prospectives constate, en amont de la Garonne, une baisse notable des débits sur toute l'année, mais surtout l'été avec un très important allongement de la durée de l'étiage.

Florence Habets, hydro-climatologue directrice de recherche au CNRS, met en évidence une diminution des débits dans le bassin Adour Garonne de l'ordre de 45% à l'horizon 2070. Et Emma Haziza, hydrologue de l'école des Mines, fait un état des lieux révélateur de la gravité du dérèglement du cycle de l'eau. 2022 coche toutes les cases : sécheresse et canicule longues, 10 mois sans pluie, 1300 communes de France sans eau sur plusieurs mois, une partie du Rhin et du Doubs à sec, 45000 morts de chaleur en Europe... Des coûts de plusieurs milliards pour l'agriculture et la santé. Elle parle du nucléaire comme d'un colosse aux pieds d'argile tant les besoins en eau sont démesurés.

A Golfech comme ailleurs, les 2 réacteurs à circuit fermé, couplés à 2 EPR encore plus gourmands en eau, ne peuvent fonctionner dans ces conditions, alors qu'ils sont contraints à ne pas dépasser la température de 28° dans les fleuves. Va-t-on encore accorder des dérogations pour dépasser cette température ? Casser le thermomètre n'a jamais empêché la fièvre.

Selon un rapport d'EDF de 2022, chaque EPR prélève 5m³/s d'eau, soit beaucoup plus qu'un réacteur de Golfech qui en prélève 2m³/s. Au total, il faudra donc 14 m³ d'eau par seconde disponibles pour les 4 réacteurs de Golfech... Est-ce bien raisonnable ? Nos élus en ont-ils conscience ?

Les décideurs d'aujourd'hui vont avoir une lourde responsabilité au regard de cette quasi-certitude du manque d'eau. Ils vont avoir à gérer les conflits d'usage et de priorité afin d'éviter que ces derniers ne dégénèrent. Dans ce cadre contraint, qui aura la priorité ? EDF, l'Agriculture, la population ou les écosystèmes ?

Ensuite, parlons de la fiabilité des EPR. Début septembre, l'EPR de Flamanville a fini par être mis en service. Au lendemain de son démarrage, le réacteur a connu une série d'arrêts automatiques. Après l'arrêt des réacteurs numéro 1 et numéro 2, c'est le réacteur 3 de la centrale de Flamanville qui s'est arrêté le lundi 17 septembre en pleine phase de démarrage de l'EPR1.

Il y a de quoi s'interroger sur la fiabilité de l'installation et la précipitation de l'exploitant ! Les incidents survenus lors des essais ont été nombreux. L'EPR est mis en route alors qu'il est acté que le couvercle défectueux du réacteur devra être changé dans quelques mois. De plus, des problèmes sont apparus sur le fond de la cuve. Avec un retard de 12 années et un coût de construction multiplié par 6, 19 milliards d'€, l'EPR de Flamanville se révèle être un fiasco industriel et financier.

Quant aux EPR2, quelle confiance accorder aux équipes responsables du fiasco et des dérives financières de l'EPR1 ? C'est pourquoi des associations écologistes ont déposé un recours contre le décret autorisant les travaux préparatoires à la construction de deux nouveaux réacteurs EPR2 sur le site de Penly en Seine-Maritime.

Et sur le plan financier, rappelons qu'en juillet 2020, la Cour des Comptes a publié un rapport extrêmement sévère sur la filière EPR. Elle revient sur la longue liste de problèmes responsables des retards et surcoûts de Flamanville et des autres réacteurs en construction. Surtout, elle met en doute l'opportunité de relancer un nouveau parc nucléaire, appelant l'État à se demander si d'autres options de production d'électricité ne sont pas plus pertinentes et moins chères.

La Cour relève également qu'EDF, à partir de décembre 2008, a cessé de calculer le coût de production de l'électricité de l'EPR. Procédant à ses propres estimations, elle estime que celui-ci friserait 110 à 120 € le MWh. À titre de comparaison, l'ADEME estime que le coût de production de l'électricité éolienne terrestre, en 2018, tournait entre 50 et 71€ le MWh.

Commençons par avoir une vraie politique de sobriété en luttant par exemple contre les passoires thermiques, d'autant que c'est un enjeu de justice sociale. C'est aussi un gisement d'emplois et d'innovation pour nos TPE et nos PME. Quant au coût des 6 réacteurs nucléaires, les Echos parlent de 67 milliards quand les associations chiffrent plutôt à 100 milliards en incluant les frais financiers. Tout ça pour faire proliférer les déchets hautement radioactifs et sans parler des coûts des piscines de stockage à Bure et ailleurs.

Alors, la relance du nucléaire, c'est non ! En résumé, le nucléaire c'est trop polluant car tous les réacteurs rejettent de la radioactivité et des produits chimiques et produisent des déchets radioactifs ingérables.

C'est trop consommateur d'eau, eau qui de surcroît est rejetée plus chaude et polluée.

C'est trop risqué. En Ukraine les centrales sont des cibles et butins de guerre. Et Tchernobyl et Fukushima ont démontré les conséquences d'une catastrophe.

C'est trop vulnérable, sachant que tempêtes, inondations et canicules contraignent à l'arrêt de réacteurs ou, pire, provoquent des accidents gravissimes.

C'est trop lent car la diminution des gaz à effet de serre, c'est maintenant. Pas dans 20 ou 30 ans, temps de construction des EPR2.

Et enfin, c'est trop coûteux. Le prix du MWh des EPR2 serait plus du double de celui des énergies renouvelables ! Quant aux coûts de construction, comme je l'ai rappelé juste avant, ils sont prohibitifs et sans garantie de résultats.

L'urgence absolue est de réduire nos besoins en énergie et de recourir à des moyens de productions renouvelables qui puissent être mobilisés d'ici 2030 pour espérer commencer à contrer ces menaces.